



## **Comment la France va céder une partie de la dette ivoirienne aux patrons français.**

Les chiffres des promesses d'aide au développement à la Côte d'Ivoire donnent le tournis. Dès la mise à l'écart de Gbagbo, la Commission européenne annonçait 180 millions d'euros d'aide pour rétablir le pays et le gouvernement français mettait 400 millions sur la table. Cette dernière enveloppe comprend trois parties : les salaires de mars et avril des fonctionnaires ivoiriens, le règlement d'une grosse facture d'eau et d'électricité à Bouygues et l'apurement des arriérés de la Côte d'Ivoire auprès de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale. Un coup de pouce qui devrait aider le pays à atteindre, d'ici à un an, le point d'achèvement de l'initiative Pays pauvres très endettés (PPTE).

Une fois cette étape franchie, l'Agence française de développement (AFD) mettra en œuvre un contrat de désendettement et de développement (C2D). « *Celui-ci sera d'un montant sans précédent puis-qu'il dépassera les 2 milliards* » fan-fa-ronnait Nicolas Sarkozy, le 21 mai, devant les expatriés français.

Quelques explications vont permettre de comprendre qu'il s'agit du surendettement ivoirien, dont le remboursement viendra en grande partie alimenter des projets dont bénéficieront les entreprises françaises expatriées.

Deux milliards d'euros, c'est en fait le montant faramineux de l'endettement ivoirien au titre de l'aide publique au développement française. Car, comme un certain nombre d'organisations le dénoncent depuis longtemps, l'APD est, en elle-même, génératrice de dette et de détournements. Au plus grand profit des élites politico-économiques françafricaines, au plus grand malheur des populations qui subissent le fardeau d'une dette contractée par des gouvernements successifs irresponsables, illégitimes et corrompus.

L'époque de Konan Bédié (1994-1999) reste emblématique du détournement massif de l'aide au développement. Quant au mécanisme du C2D, soyons clair, il ne s'agit nullement d'annulation de dette ! C'est un « *refinancement par dons de créances d'aide publique au développement* » – admirez le langage technique.

Concrètement, les Ivoiriens vont devoir régler ces deux milliards d'euros de dette à l'état français, selon un calendrier établi. A chaque échéance, le montant remboursé sera alloué, via l'AFD et le budget ivoirien, à un projet visant à réduire la pauvreté. Que les grands groupes français se rassurent, pour le gouvernement français, l'objectif de réduction de la pauvreté a une acception extrêmement large puisqu'elle comprend, outre l'éducation et la santé, les équipements, les infrastructures, l'aménagement du territoire et même la gestion des ressources naturelles !

### **Les patrons français se frottent les mains**

Une fois décodée, l'annonce présidentielle signifie : « *Les Ivoiriens doivent deux milliards d'euros à la France. Ils paieront ces deux milliards d'euros. Vous, chers patrons français, serez les destinataires prioritaires de cet argent, via le budget ivoirien.*

»

Il n'en reste pas moins que le C2D ivoirien est loin devant ses équivalents. A titre de comparaison, celui du Cameroun est de 537 millions d'euros. Quel que soit le langage employé, le message est bien passé. Ce PDG français, d'une société installée en Côte d'Ivoire depuis 1969, en témoigne - vidéo du 21 mai, sur le site de l'Élysée : « *Nous sommes très contents du nouveau président parce qu'on sait que lui, il va nous amener de l'argent. Et puis c'est un homme d'affaires qui avait déjà été Premier ministre et il avait été très bien quand il était Premier ministre de M. Houphouët, alors nous sommes très heureux. Toute la communauté européenne est très heureuse que ce soit M. Ouattara qui ait pris le pouvoir*

. »

Pour ne pas mettre à mal l'impatience des opérateurs économiques français, d'ici à deux mois, François Fillon ira à Abidjan finaliser l'octroi de cent millions d'euros de prêts bonifiés de l'AFD aux PME françaises.

Fort de ses relations transatlantiques, Ouattara, qui était au G8 de Deauville, demande beaucoup plus : « *La Côte d'Ivoire a besoin de 15 à 20 milliards d'euros pour les cinq prochaines années. C'est l'évaluation de mon programme. Je souhaite donc que ce soit une*

*confirmation de l'appréciation de la démocratie en Côte d'Ivoire. Il faut réduire la pauvreté, il faut faire sortir la Côte d'Ivoire de cette longue période d'agonie économique et réconcilier les Ivoiriens. Il y a un prix à payer et je compte sur le G8 pour le faire, dans le cadre d'un partenariat. [...] Le président Nicolas Sarkozy a promis un programme de désendettement-développement de deux milliards d'euros, bien sûr je demanderai un peu plus au président (américain) Obama.*

» (Europe 1, 27 mai).

Vous venez de lire un article du mensuel Billets d'Afrique 203 - Juin 2011 de l'association Survie, pour accéder à l'intégralité de l'article cliquez [ici](#)

*David Mauger - Membre de l'association Survie*